



## LES DEVOIRS DE VACANCES DE BARACK OBAMA

JULIEN TOURREILLE

Chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la  
Chaire Raoul-Dandurand ([tourreille.julien@uqam.ca](mailto:tourreille.julien@uqam.ca))

Après cinq mois à la Maison-Blanche, Barack Obama reste un président largement apprécié. 72% des Américains en ont une opinion favorable, 61 % approuvent son action<sup>i</sup>. Son été s'annonce cependant studieux et potentiellement orageux. Alors que la scène internationale continuera à tester sa prudence, pas moins de trois dossiers majeurs de son programme de politique intérieure et déterminants pour son mandat traverseront des étapes cruciales en juillet et en août.

### 1. Des tâches de politique intérieure délicates

Trois grands dossiers de politique intérieure seront à l'agenda de l'administration Obama au cours des prochaines semaines : la réforme du système de santé, celle du secteur financier et bancaire, ainsi que le projet de loi sur les changements climatiques.

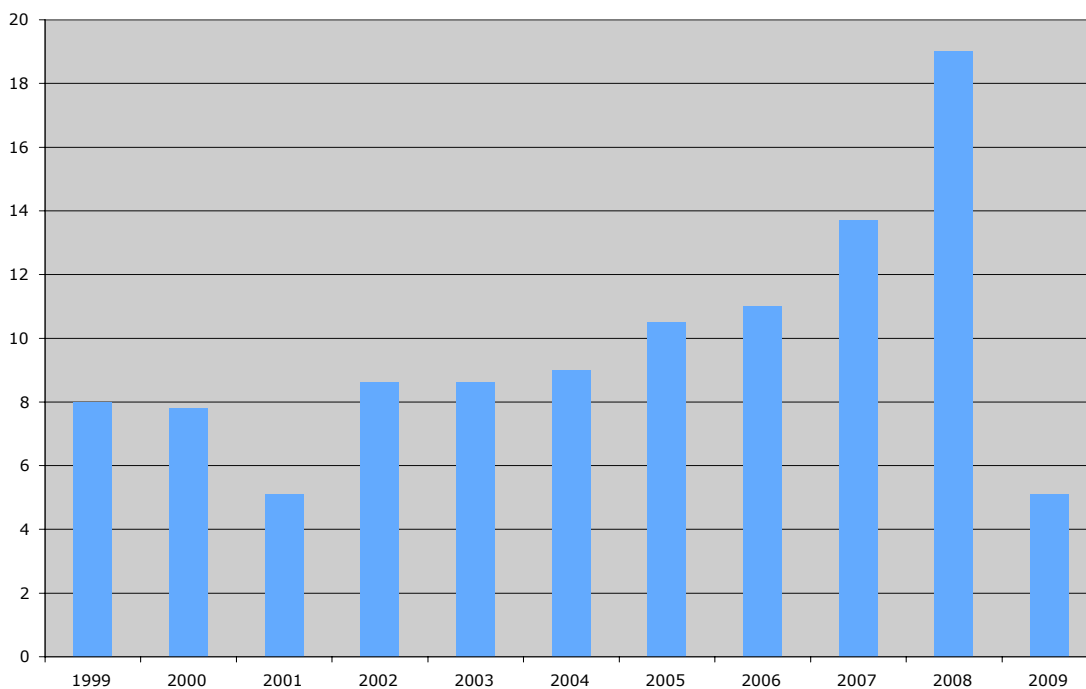
Les deux tiers de la population américaine soutiennent **une réforme de grande ampleur du système de santé**. Pour 56 % des Américains, la priorité d'une telle réforme doit être de fournir à la population un meilleur accès aux soins, en particulier à ceux qui ne disposent pas d'une assurance maladie. 36 % seulement considèrent que l'objectif prioritaire doit être de limiter l'augmentation annuelle des coûts du système. Or, les discussions en cours devant les commissions compétentes du Sénat ne sont guère encourageantes. La commission des finances a élaboré un projet de loi qui a certes pour objectif de réduire des deux tiers le nombre de personnes ne bénéficiant pas d'une assurance maladie, mais dont le coût est estimé à 1 600 milliards de dollars sur 10 ans par le *Congressional Budget Office*. Sans surprise, les Républicains le dénoncent et estiment que le secteur privé est plus efficace qu'un programme géré par le gouvernement fédéral. Plus préoccupant cependant, les sénateurs démocrates souhaitent également limiter les dépenses. Ainsi, le président de la commission sénatoriale des finances, Max Baucus, s'est fixé comme plafond un coût de 1 000 milliards sur 10 ans. Le risque est alors que moins de personnes que prévu obtiennent une assurance maladie et/ou que la couverture procurée par celle-ci soit insuffisante<sup>ii</sup>.

Le projet de **réforme du système financier** présenté la semaine dernière par Timothy Geithner et Lawrence Summers a reçu un accueil mitigé. Même s'il va dans la bonne direction, il est en effet loin d'être à la hauteur de la rhétorique du changement prôné pendant la campagne et des aspirations de la population en la matière. Ainsi, de nouvelles règles ont été annoncées,

concernant par exemple les produits dérivés ou les liquidités et le capital que les institutions financières doivent garder en réserve<sup>iii</sup>. Il ne s'agit cependant pas d'une refonte en profondeur de la régulation des activités financières et bancaires. La réglementation du secteur et le pouvoir des institutions chargées de la mettre en oeuvre ne sont ni durcis, ni consolidés. Surtout, Wall Street semble en passe de se sortir de la crise dans laquelle ses excès ont plongé les États-Unis l'automne dernier sans avoir à profondément se remettre en question. L'une des principales illustrations de la modestie des mesures annoncées est le sort réservé aux agences de notation de crédit<sup>iv</sup>. Ces agences, dont *Moody's* est l'une des plus importantes, sont rémunérées par les entreprises qu'elles évaluent. Leur inaction face aux dérives du crédit et des *subprimes* en particulier a largement été condamnée. Connaissant les risques importants liés à ce type de crédits, elles n'ont pas averti les investisseurs des dangers potentiels. Pire, elles ont continué à leur donner de bonnes notes. Aucun changement, aucune norme encadrant l'activité de ces entreprises ne figure pour autant dans le projet déposé la semaine dernière par l'administration Obama.

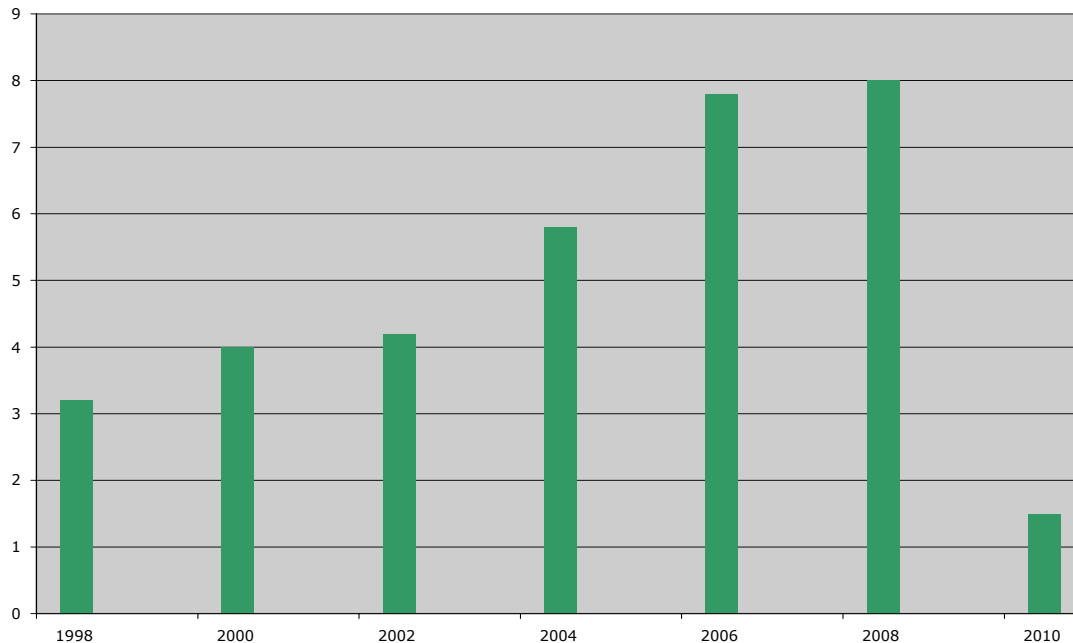
Il apparaît que le secteur financier et bancaire reste un des lobbies les plus influents à Washington. Signée en grandes pompes à la Maison-Blanche début juin, la loi *Helping Families Save Their Homes* a, par exemple, été amputée de l'un de ses éléments centraux (une modification de la loi sur les faillites personnelles qui aurait permis aux juges de diminuer les montants dus sur un prêt immobilier) sous l'effet des pressions du lobby bancaire qui a soutenu auprès des sénateurs démocrates qu'une telle disposition provoquerait une forte hausse des taux d'intérêt<sup>v</sup>.

**Dépenses de lobbying de l'industrie bancaire, en millions de dollars**



Source : Stephen Labaton, « Ailing, Banks Still Field Strong Lobby at Capitol », *The New York Times*, 4 juin 2009. Les données pour 2009 ne comprennent que le premier trimestre.

**Contributions de l'industrie bancaire aux groupes d'actions politiques, les PAC, en millions de dollars**



Source : Stephen Labaton, « Ailing, Banks Still Field Strong Lobby at Capitol », *The New York Times*, 4 juin 2009. Les contributions pour le cycle électoral de 2010 ne sont comptabilisées que pour le premier trimestre de 2009.

Le **projet de loi sur les changements climatiques** actuellement discuté au Congrès représente un effort majeur des États-Unis dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Après l'inaction de l'administration Bush en la matière, ce projet représente une avancée indéniable. Pour autant, il n'est ni convaincant, ni suffisant. Deux problèmes le fragilisent. Premièrement, les débats au Congrès entre Républicains et Démocrates se concentrent sur les coûts du système de plafond et d'échange (*cap and trade*) que ce projet prévoit de mettre en œuvre et qui seraient répercutés par les entreprises sur les ménages américains. Pour les premiers, les Américains seront pénalisés par des hausses massives des coûts de la vie, notamment des produits énergétiques et agricoles. De plus, une réglementation trop contraignante pourrait inciter à la délocalisation d'entreprises hors des États-Unis et augmenterait donc le chômage. Les seconds soutiennent au contraire que les coûts seront modérés en s'appuyant sur deux études, l'une de l'*Environmental Protection Agency* et l'autre du *Congressional Budget Office*. Ces études estiment les coûts annuels du projet de plafond et d'échange pour les ménages entre 98 et 245 dollars par foyers à partir de 2010. L'étude du *CBO* souligne même que les 20 % des ménages américains les plus pauvres recevront 40 dollars par an à partir de 2020<sup>vi</sup>. Les sommes prélevées sur les entreprises par le biais du mécanisme de plafond et d'échange devraient en effet être redistribuées aux ménages par le gouvernement fédéral sous la forme de crédits d'impôts. Deuxièmement, les objectifs de réduction des gaz à effet de serre (une diminution de 17 % d'ici 2020 par rapport aux niveaux de 2005) fixés dans le projet de loi introduit par les représentants Waxman (démocrate, Californie) et Markey (démocrate, Massachusetts), sont jugés largement insuffisants sur la scène internationale. Lors d'une conférence tenue à Bonn début juin et préparatoire au sommet de Copenhague de décembre prochain qui doit donner lieu à la rédaction d'un successeur au Protocole de Kyoto, les participants ont affirmé que les efforts américains

demeuraient inadéquats et inacceptables. Les représentants chinois ont été particulièrement virulents, affirmant que l'objectif des États-Unis devrait être de réduire de 40 % par rapport aux niveaux de 1990 leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020. Les Européens se sont quant à eux dits déçus d'un manque de *leadership* américain qui incite les autres pays à ne pas prendre des mesures significatives<sup>vii</sup>. Les discussions et les chances d'un accord incluant les États-Unis lors de la prochaine conférence de Copenhague s'annoncent donc complexes et minces. D'autant plus que le projet de loi américain doit encore être examiné et voté à la Chambre et au Sénat, risquant dans ce processus de marchandage parlementaire de voir ses objectifs encore plus dilués.

## **2. Une scène internationale imprévisible**

Outre la surprise de la crise de régime en Iran et les provocations récurrentes de la Corée du Nord, les perspectives de succès de la nouvelle stratégie pour l'Afghanistan sont incertaines et la situation en Irak reste fragile.

Le déploiement des soldats supplémentaires annoncés par Barack Obama en février est en cours en **Afghanistan**. L'augmentation des troupes en Irak dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du « sursaut » début 2007 s'était traduite par un accroissement du nombre de combats et de soldats tués. Un phénomène similaire est tout à fait probable en Afghanistan au cours des prochaines semaines et des prochains mois. À moyen terme cependant, la stratégie de sursaut répliquée en Afghanistan devrait permettre de stabiliser le pays et de diminuer le niveau de violence, *si* elle est correctement mise en œuvre et *si* elle tient compte des spécificités de l'insurrection locale. Ce qui est loin d'être acquis. De surcroît, de tels effets ne se feront sentir au plus tôt que fin 2009, et plus probablement début 2010. Il s'agira ensuite de les inscrire dans la durée.

En vertu de l'accord signé entre les États-Unis et le gouvernement irakien fin 2008, les forces américaines de combat doivent s'être retirées des principales villes irakiennes d'ici la fin du mois de juin. Or, les attentats des dernières semaines rappellent que les progrès considérables réalisés en termes de sécurité en **Irak** depuis 2007 restent fragiles. Trois facteurs peuvent conduire à une dégradation rapide de la situation. Premièrement, malgré un nombre plus élevé de forces de sécurité irakiennes et une amélioration de leurs compétences, il est loin d'être garanti qu'elles seront en mesure d'assurer seules la sécurité du territoire et de la population. Un problème majeur est la persistance de profonds clivages ethniques et religieux en leur sein. Le risque est alors que les forces de sécurité soient impliquées dans des entreprises de nettoyage ethnique des régions irakiennes à grande échelle. Deuxièmement, le repli des forces américaines dans des bases situées hors des villes et la réduction de leur nombre augmentent les risques de « rechute » de l'armée américaine dans des tactiques reposant sur un usage indiscriminé et disproportionné de la force. En 2005 déjà, les forces américaines s'étaient retirées dans des bases situées hors des villes. Elles menaient alors des raids ponctuels à bord de véhicules blindés. La violence de ceux-ci et les multiples bavures occasionnées avaient alors grandement contribué au ressentiment de la population irakienne vis-à-vis des « occupants » américains et avaient nourri les rangs de l'insurrection. Troisièmement, les décideurs politiques irakiens doivent encore régler des questions sensibles dont dépendra en grande partie l'avenir de leur pays. Des problèmes politiques importants n'ont pas encore été résolus, comme l'organisation des élections provinciales, les mécanismes de partage des revenus du pétrole, ou l'application de lois

d'amnistie favorisant une forme de réconciliation nationale entre les différentes communautés constitutives de l'Irak.

En recentrant l'effort de guerre américain dans la lutte contre le terrorisme sur l'Afghanistan et le Pakistan, **l'administration Obama prend le risque de perdre les avancées notables mais fragiles réalisées en Irak depuis 2007**. Or, l'Irak, du fait notamment de ses ressources pétrolières, est un atout stratégique bien plus important et intéressant que ne pourra jamais l'être l'Afghanistan. Au demeurant, les risques que posent l'Afghanistan et le Pakistan en termes de sanctuaire pour des groupes terroristes hostiles aux États-Unis peuvent être gérés et contrôlés à distance et sans avoir une forte présence militaire sur le terrain. Il en est de même pour les dangers potentiels que représentent maintenant le Yémen et la Somalie, deux pays vers lesquels des membres d'Al-Qaïda et des Talibans semblent se replier depuis le début, au mois d'avril, de l'offensive pakistanaise dans la vallée de Swat<sup>viii</sup>. À moins qu'en Afghanistan et au Pakistan, l'objectif de la présence américaine et occidentale soit plus ambitieux (par exemple relève de l'aide aux populations et de la construction d'États) ; auquel cas les efforts consentis sont largement insuffisants pour produire le moindre résultat durable.

#### Quelques données sur la situation en Afghanistan et en Irak

<i>Afghanistan</i>	<i>Mai 2005</i>	<i>Mai 2007</i>	<i>Mai 2009</i>
<i>Nombre de soldats américains déployés</i>	18 000	25 000	43 000
<i>Nombre de soldats américains tués</i>	4	11	12
<i>Forces de sécurité afghanes</i>	50 000	112 000	170 000
<i>Tués parmi les forces de sécurité afghanes</i>	25	104	130
<i>Civils afghans tués</i>	40	45	200
<i>Revenu par habitants (en dollars américains)</i>	250	320	400
<i>Abonnés au téléphone (en millions)</i>	2,2	5,5	7
<i>Enfants scolarisés (en millions)</i>	4,7	5,5	6,3
<i>Taux d'opinions favorables vis-à-vis des Etats-Unis</i>	68 %	43 %	32 %
<i>Taux d'opinions favorables vis-à-vis du gouvernement afghan</i>	80 %	59 %	48 %
<i>Taux d'opinions favorables vis-à-vis des Talibans</i>	9 %	13 %	7 %
<i>Irak</i>	<i>Mai 2005</i>	<i>Mai 2007</i>	<i>Mai 2009</i>
<i>Soldats américains déployés</i>	138 000	150 000	134 000
<i>Soldats américains tués</i>	80	126	25
<i>Forces de sécurité irakiennes</i>	168 000	349 000	600 000
<i>Tués parmi les forces sécurité irakiennes</i>	259	197	39
<i>Civils irakiens tués</i>	1 800	2 600	340
<i>Production électrique (en megawatts. Niveau d'avant 2003 : 4 000)</i>	3 700	3 700	6 020

Source : Jason Campbell, Michael O'Hanlon, Jeremy Shapiro, « The States of Iraq and Afghanistan », *The New York Times*, 22 juin 2009.

\*\*\*\*\*

Barack Obama reste un président très populaire. Certains signaux devraient cependant attirer son attention. Le taux d'insatisfaction par rapport à son action a presque doublé depuis février, passant de 17 à 30 %. Ses politiques suscitent un scepticisme accru, particulièrement en matière d'économie, qui est la première préoccupation des Américains. Si la population est encore patiente et optimiste, les actions menées vis-à-vis des institutions financières et l'aide accordée à l'industrie automobile américaine ne reçoivent respectivement l'appui que de 50 et 47 % des Américains. De plus, **l'embellie sur les marchés boursiers depuis quelques semaines ne saurait masquer la situation difficile dans laquelle demeure l'économie américaine**. Une hypothèque sur huit fait l'objet d'une saisie. Les défauts de paiements sur les cartes de crédit ont augmenté de 11 % au premier trimestre 2009 par rapport à la même période l'an dernier<sup>ix</sup>. Au mois de mai, il y a eu 787 000 chômeurs supplémentaires portant le nombre total à 14,5 millions de personnes, soit un taux de chômage de 9,4 %. Le département du travail souligne que depuis le début de la récession en décembre 2007, le nombre de personnes sans emplois a augmenté de 7 millions et que le taux de chômage a progressé de 4,5 %<sup>x</sup>.

Alors que les dossiers majeurs pour son administration et pour son mandat traversent des étapes cruciales au cours de l'été, Barack Obama devra s'engager plus activement dans le combat politique s'il souhaite atteindre ses objectifs. Il lui faudra pour cela accepter le conflit que ce soit avec ses alliés démocrates au Congrès ou avec des groupes d'intérêts puissants, et non se contenter de les transcender comme il se plaît à le dire. Il en va de la réalisation de ses ambitions de changements pour les États-Unis.

#### ***Camp David, résidence secondaire pour président studieux***

Situé dans le parc Catoctin dans le Maryland, Camp David est une installation de la Marine américaine. Elle fut établie comme résidence présidentielle par Franklin Delano Roosevelt et fut baptisée Camp David par le président Eisenhower en l'honneur de son petit-fils.

Depuis les années 1930, la résidence sert de lieu de retraite aux présidents américains qui y trouvent calme et tranquillité. Elle est également utilisée pour accueillir des dignitaires étrangers et pour mener des négociations. L'une des plus célèbres fut celle de 1978 entre le Premier ministre Begin et le président Sadate sous l'égide de Jimmy Carter et qui avait abouti à l'accord de paix entre Israël et l'Égypte.

Source : The White House, [http://www.whitehouse.gov/about/camp\\_david/](http://www.whitehouse.gov/about/camp_david/)

***À la différence de Barack Obama, cette chronique sur les États-Unis va prendre quelques semaines de vacances. Elle sera de retour au mois d'août. Bon été à toutes et à tous !***

***Julien Turreille.***



- 
- <sup>i</sup> Pew Research Center, « Obama's Ratings Remain High Despite Some Policy Concerns », 18 juin 2009.
- <sup>ii</sup> Jonathan Cohn, « Now This CBO Projection Should Worry You », *The New Republic*, 17 juin 2009.
- <sup>iii</sup> Dougl's Elliott, « Reviewing the Administration's Financial Reform Proposals », *The Brookings Institution*, 17 juin 2009.
- <sup>iv</sup> Frank Rich, « Obama's Make-or-Break Summer », *The New York Time*, 21 juin 2009.
- <sup>v</sup> Stephen Labaton, « Ailing, Banks Still Field Strong Lobby at Capitol », *The New York Times*, 4 juin 2009.
- <sup>vi</sup> Steven Mufson, « Climate Bill to Cost Average Consumer \$175 a Year », *The Washington Post*, 23 juin 2009.
- <sup>vii</sup> David Fahrenthold et Ariana Eunjung Cha, « U.S. Emissions Bill is Criticized Abroad », *The Washington Post*, 13 juin 2009.
- <sup>viii</sup> Eric Schmitt et David Sanger, « Some in Qaeda Leave Pakistan for Somalia and Yemen », *The New York Times*, 12 juin 2009.
- <sup>ix</sup> Frank Rich, « Obama's Make-or-Break Summer », *The New York Time*, 21 juin 2009.
- <sup>x</sup> Bureau of Labor Statistics, « Employment Situation Summary » 5 juin 2009. Disponible en ligne : <http://www.bls.gov/news.release/empsit.nr0.htm>